

2 Politique

Activités présidentielles

Richard-Auguste Onouviet chez Ali Bongo

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le nouveau président de l'Assemblée nationale a été reçu, hier, au palais de la présidence de la République par le chef de l'Etat. Occasion pour les deux personnalités d'échanger sur le fonctionnement de cette Chambre du Parlement dont le bureau vient d'être remanié.

NOUVELLEMENT élu au perchoir, Richard-Auguste Onouviet était, hier, l'hôte du président de la Répu-

blique, Ali Bongo Ondimba. Il s'est agi des premiers échanges entre les deux personnalités depuis l'élection du député de la commune de Lambaréné à la tête de l'Assemblée nationale. On croit savoir que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des civilités d'usage.

Richard-Auguste Onouviet a d'ailleurs affirmé que le travail a repris son cours normal après les soubresauts traversés par cette institution parlementaire. Pour lui, les commissions sont toutes au travail, et «le plus important est que tout le monde se mette au tra-

vail et que la sérénité règne». Occasion pour lui de se dire «honoré par la confiance que les députés m'ont accordée». Tout comme il a relevé que ce sont des responsabilités qu'il s'est dit «prêt à affronter». Avant de considérer que «les députés sont sereins et conscients de la tâche qui est la leur». Autrement dit, qu'ils sont les représentants des intérêts des populations de leurs circonscriptions respectives. «Ils tiennent à remplir leur mandat avec toute la responsabilité qui est la leur», a-t-il insisté. Non sans marteler qu'il «n'y a

aucun problème. Ils sont à la tâche pour le bonheur de leurs populations».

A noter que le bureau de l'Assemblée nationale a été remanié, vendredi dernier, au cours d'une séance à huis clos. Toute chose intervenant après la démission de l'ancien occupant du poste, Guy Nzouba Ndama, et d'une dizaine de députés du Parti démocratique gabonais (PDG).



Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, et le nouveau président de l'Assemblée nationale.

Photo : Ollomo

Coopération Gabon-Chine/Visite du président du Comité national de la CCPPC à Libreville

Yu Zhengsheng en terre gabonaise depuis hier



Photo : Gaston Ngoubilli

S.E Yu Zhengsheng faisant ses premiers pas en terre gabonaise, aux côtés de la présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson.



Poignée de main entre le président Ali Bongo Ondimba et son illustre hôte chinois, peu avant le dîner d'hier.

étroits, à la fois dans les domaines politique, économique, commercial, culturel, sanitaire, etc. Yu Zhengsheng a été reçu autour d'un dîner, hier au palais de la présidence de la République, par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

PDG

Réunion du Comité permanent du bureau politique ce matin

LE "Distingué Camarade Président" du Parti démocratique gabonais (PDG), Ali Bongo Ondimba, par ailleurs candidat à la prochaine présidentielle, préside une réunion du Comité permanent du bureau politique, ce matin à 10h, au stade de l'Amitié sino-gabonaise (Angondjé). Laquelle sera suivie, à 11h, de celle du bureau politique. La présence de tous les membres est de rigueur.

SM

Libreville/Gabon

Arrivée à Libreville hier en milieu d'après-midi, le président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) séjourne dans notre pays jusqu'à demain, dans le cadre d'une tournée qui le conduira également en Côte d'Ivoire et au Ghana. Plusieurs rencontres sont prévues dès ce matin,

avec les différents présidents des deux Chambres du Parlement et le Premier ministre.

L'AVION de la compagnie "Air China" a atterri à l'aéroport international Léon-Mba de Libreville, hier autour de 14 heures 40 minutes, avec à son bord le président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), Yu Zhengsheng. Il a été accueilli par la présidente du

Sénat, Lucie Milebou Aubusson et l'ambassadeur de Chine au Gabon, SE Sun Jiwen.

Une visite qui sera marquée, dès ce matin par une forte activité. Notamment, des séances de travail tour à tour, avec la présidente du Sénat, le président de l'Assemblée nationale, Richard-Auguste Onouviet, et le Premier ministre Daniel Ona Ondo. Au cours de ces rencontres, plusieurs sujets devraient être abordés, à

savoir : les relations d'amitié entre le Gabon et la République populaire de Chine, la politique africaine de la Chine, la nouvelle normalité du développement de l'économie chinoise, l'objectif des «deux Centenaires» et la stratégie des «quatre Intégralités», etc. C'est également l'occasion, pour le président du Comité national de la CCPPC, de visiter plusieurs établissements (Mission médicale chinoise au Gabon, l'école

pilote sino-gabonaise), le musée des arts et traditions du Gabon, la Zone économique à régime privilégié de Nkok. Tout comme il devra rencontrer la communauté chinoise résidant dans notre pays. Cette visite d'une haute personnalité chinoise vient une fois de plus confirmer et fortifier une relation vieille de plusieurs décennies entre les deux pays. Laquelle se traduit aujourd'hui par des échanges

Miroir du Gouvernement

Tous responsables

UNE compatriote a donné vie à un bébé dans des conditions épouvantables, pour ne pas dire inhumaines, le week-end dernier. La scène se déroulait sur la pelouse de la devanture de l'hôpital provincial de Melen. Heureusement, pour la parturiente, qu'une bonne volonté passait par là, et l'a aidée à finir «le travail». Une situation qui interpelle autant les autorités publiques, le personnel soignant, que la personne concernée par cet accouchement. Tous responsables, dirions-nous. Des explications qui ont été données pour justifier le refus des sages-femmes de cette structure médicale de Libreville cette parturiente, tout le monde a retenu que c'est l'absence d'un appareil oxygénant. Lequel devait permettre aux accoucheuses de pra-

tiquer leur travail. Parce qu'elles soutiennent que la dame avait un utérus cicatriciel qui nécessitait des dispositions particulières. Ne voulant pas prendre de risques, elles l'ont presque jetée à la rue. D'ailleurs, certains de leurs pourfendeurs parlent de non-assistance à personne en danger. Si la mission du gouvernement est de doter tous les hôpitaux en équipements dignes de la réputation que le pays veut se donner, beaucoup sont en droit de s'interroger sur l'absence d'un appareil aussi important dans une telle structure sanitaire. Et surtout d'une ambulance qui aurait pu faciliter le transfert de cette dame vers l'hôpital d'instruction des armées Omar-Bongo-Ondimba, situé à près de 1,5 Km du lieu des faits.

C'est vrai que la question du changement des mentalités, en rapport avec une certaine exemplarité devant conduire les agents publics à bien exercer, n'est pas à négliger. Toutefois, le fait de manquer de l'essentiel d'un équipement médical donne un prétexte parfait, du grain à moudre à tous ceux qui critiquent l'œuvre gouvernementale. Pour peu qu'il existe des manquements, c'est au révélateur des réalités, plutôt difficiles, vécues par les populations, que l'équipe de Daniel Ona Ondo est jugée. S'il ne lui est pas demandé des comptes, vers qui devraient se tourner les nombreux compatriotes frappés par la précarité et la pauvreté ? Sa responsabilité n'est donc pas mineure dans ce qu'il s'est passé samedi écoulé. A

chacun de le comprendre pour mettre tout en place afin de justifier ce qui ne l'est pas. Cet énième cas met également en avant la responsabilité de la principale concernée. Autrement dit, cette compatriote. Nombreux sont ceux qui se demandent si la grossesse était bien suivie. Qu'est-ce qui pourrait justifier qu'elle se soit rendue à Melen pour accoucher alors que c'était un cas de grossesse compliquée ? Ayant déjà accouché une fois par césarienne, savait-elle que l'opération était délicate ? Autant de questions que beaucoup se posent. Surtout les spécialistes qui planchent pour un déficit de visites médicales, pendant la grossesse et avant terme. A les en croire, de fortes soupçons pèsent sur le non-suivi de cette gros-

sesse difficile. Ils soutiennent qu'après plusieurs affaires du même type, ils auraient opté pour une attitude similaire. C'est-à-dire envoyer cette dame vers des structures hospitalières mieux équipées. Car, un drame est vite arrivé. Tous sont à blâmer. Le gouvernement, le personnel de l'hôpital de Melen et la patiente elle-même, à des degrés divers, au regard de cet accouchement en plein air, tranchant avec la modernité dont le pays devrait se prévaloir. A tous de dire : plus jamais cela ! Avant que le pire n'arrive, il est nécessaire que chacun s'imprègne de son véritable rôle dans une société qui ne devrait plus vivre ce type de situation. Nul besoin de jeter l'anathème sur certains.